

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 9
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 15
Votes pour : 13
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 2
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0117

Relative à l'installation du bureau du représentant institutionnel du Conseil Départemental de Mayotte au Mozambique au sein de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de France- Mozambique à Maputo

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihirat EL HADAD,
Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération N°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération N°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations du Conseil Départemental données à sa commission permanente ;

Vu la délibération N° DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 ;
Vu le rapport n°2024-02189 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission du développement économique et coopération décentralisée du 05 juin 2024.

Après en avoir délibéré, par

13 voix Pour
2 abstention(s)

Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Daniel ZAIDANI

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** de régler le montant du loyer du bureau de représentation institutionnel du Conseil Départemental de Mayotte au sein de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Mayotte ;
- Article 2 :** d'imputer cette dépense sur le chapitre 6574 du budget 2024 du Département de Mayotte ;
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les actes nécessaires la mise en œuvre de cette délibération ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental


Ben Issa OUSSENI

Conseil Départemental de Mayotte

CONTRAT DE LOCATION COMMERCIALE

Relatif à l'usage de l'Esapce
Bureau no 5.º Andar do
Edifício n.º 140, da Av. Julius
Nyerere, na Cidade de
Maputo.

ENTRE:

BANQUE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MOÇAMBIQUE, SA, société anonyme, qui siège à l' Avenida Julius Nyerere, n.º 140, 4.º andar, em Maputo, de capital social de MZN 2,647,200,000.00 (deux milliards six cent quarante spt millions et 200 mille Meticaïs), matriculée au Conservatoire de Registre des entités légales sous le Numéro, 11763, à la page 141v du livre C-28, NUIT 400066183, représentée par Son Excellence. Mrs. **Benedto Matchole Cossa e Tomás Araújo Chale**, en qualité de Secrétaire Général et de Directeur Financier avec les pouvoirs d'agir danscet acte na qualidade de Secretário Geral e Director Financeiro, com poderes para o acto (dorénavant désigné comme "**LOUEUR**").

Le Conseil Départemental de Mayotte, établissement public, dont le siège social est situé au 112 Bd Halidi Sélémani, BP 101, 97645 Mamoudzou, Mayotte, immatriculé au Registre des Personnes Morales de Mayotte sous le NUEL (équivalent du SIRET ou numéro d'immatriculation) [indiquer] , avec le capital social de [indiquer], titulaire du 401026010, représenté dans cet acte par l'hon. Monsieur Ben Issa Ousseni comme président, doté des pouvoirs suffisants pour l'acte (ci-après dénommé « LOCATAIRE »).

E

ALORS QUE:

(A) Le BAILLEUR est le propriétaire légitime de la propriété située Av. Julius Nyerere, n° 140, 5ème étage, ville de Maputo, d'une superficie totale de 179,92 m², décrite au bureau d'enregistrement foncier de Maputo, désignée par la lettre « J », de l'Immeuble sous le numéro de Régime de Propriété Horizontale SEPT MILLE SEPT CENT QUARANTE-SEPT aux pages cent quatre-vingt-quatre verso du Livre B barre vingt et un (la « Propriété »), inscrite au même Registre sous sa faveur;

(B) Le BAILLEUR a l'intention de louer une partie de la Propriété à des tiers et le LOCATAIRE a besoin d'espace pour abriter ses bureaux.

(C) Le BAILLEUR entend ainsi accorder au LOCATAIRE l'usage temporaire des locaux nécessaires aux bureaux de ce dernier.

Le présent Contrat de Bail Commercial (le « Contrat ») est mutuellement conclu et accepté réciproquement, et sera régi par la législation mozambicaine et les clauses suivantes :

ARTICLE PREMIER

(Objet)

1. Par le présent Contrat, le BAILLEUR loue au PRENEUR, qui à son tour loue, une partie meublée et climatisée de la Propriété mieux identifiée au considérant (A) ci-dessus, à savoir l'espace désigné dans le Plan comme Open Space. qui est ici ajoutée en Annexe I, comportant une superficie d'une table dans l'espace ouvert, entièrement libre de toutes charges et charges, de biens ou de personnes, inoccupés, dans l'état précis dans lequel elle se trouve (ci-après la « Zone »).

2. L'Espace est exclusivement destiné au domicile du bureau du LOCATAIRE.

3. La Zone sera louée au PRENEUR avec les biens meubles inclus dans l'inventaire ci-joint en Annexe II.

4. Le PRENEUR aura également accès à l'espace commun de la Propriété, composé de : 1 (une) réception, 1 (une) salle de réunion, WC, cellier privé du Business Center et couloirs de passage.

5. Toute modification des finalités d'utilisation de l'Espace nécessite l'accord écrit préalable du BAILLEUR.

ARTICLE DEUX

(Durée)

1. Le présent Contrat est conclu pour une durée de 01 (un) an, à compter du 01/03/2024, expirant automatiquement à la date d'expiration respective, à moins que les Parties ne conviennent de son renouvellement dans les 30 (trente) jours suivant un préavis de son expiration, au moyen d'un accord écrit et signé entre les Parties.

2. Le présent Accord peut être résilié à tout moment au moyen d'une communication écrite adressée à l'autre Partie, au moins 30 (trente) jours à compter de la date de production de la résiliation. Si, en raison d'une urgence justifiée de la part du PRENEUR, celui-ci n'est pas en mesure de respecter le délai de préavis stipulé ci-dessus, il devra s'acquitter du montant correspondant audit délai de préavis, à la date de sa sortie du bail, sans préjudice des existence du dépôt.

TROISIÈME ARTICLE

(Revenu et dépôt de garantie)

1. En échange de la location de la zone, le PRENEUR paiera au BAILLEUR un loyer mensuel équivalent à 275 USD.

2. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sera ajoutée à la valeur du loyer visé au paragraphe précédent au taux légal en vigueur, à la charge intégrale du LOCATAIRE. Le BAILLEUR

devra émettre des factures mentionnant la taxe susvisée, telle que mieux décrite dans la législation applicable.

3. Le paiement des loyers s'effectuera par anticipation et mensuellement, jusqu'au 5 (cinquième) du mois auquel se rapporte le paiement.

4. Lors de la signature du présent Contrat, le LOCATAIRE paiera le BAILLEUR.

4.1. la valeur équivalente de 275 USD, correspondant au premier revenu mensuel plus TVA.

4.2. la valeur équivalente de 275 USD, correspondant à la caution.

5. Le montant de la caution, mentionné au paragraphe précédent, sera restitué au LOCATAIRE, à la date de résiliation du présent Contrat, s'il n'y a aucun dommage à la Zone et aux biens et équipements respectifs imputables au PRENEUR, et à condition que toutes les obligations contractuelles aient été respectées.

6. Le paiement du loyer s'effectuera via :

(a) Chèque, émis à l'ordre du BAILLEUR et remis en main propre au promoteur (Chambre de Commerce France – Mozambique), au nom du BAILLEUR ;

(b) Virement bancaire ou dépôt en espèces, sur les comptes du BAILLEUR suivants :

Compte en Metical

☐ Banque : Banco Sociedade Geral Moçambique, SA

☐ Numéro : 113948

☐ NIB : 001100020000011394822

Compte en dollars

☐ Banque : Banco Sociedade Geral Moçambique, SA

☐ Numéro : 113964

☐ NIB : 001100020000011396471

7. Le BAILLEUR devra remettre au LOCATAIRE, contre paiement, les quittances de paiement correspondantes aux sommes versées par le LOCATAIRE au titre du présent Contrat.

8. En cas de retard de paiement du loyer, des intérêts de retard seront ajoutés au taux légal, qui seront dus par le LOCATAIRE jusqu'au paiement intégral du loyer impayé.

9. Si le retard dans le paiement du loyer persiste plus de 30 (trente) jours, le BAILLEUR se réserve le droit de déclarer, sans nécessité d'enquête préalable, la résiliation du présent Contrat au moyen d'une communication écrite envoyée à l'adresse et à l'e-mail indiqué à l'article 14 du Contrat et, par conséquent, empêcher le LOCATAIRE d'accéder au Domaine et à la Propriété.

ARTICLE QUATRE

(Conditions d'utilisation et de jouissance)

1. L'espace commun de la Propriété et la surface louée correspondante seront utilisés conformément aux règles contenues dans le Règlement de Copropriété ci-joint en Annexe III, et également conformément aux règles suivantes :

a) Le LOCATAIRE ne pourra en aucun cas céder à des tiers, en tout ou partie, le Domaine, sous peine de résiliation immédiate du présent Contrat ;

b) Le LOCATAIRE est tenu de faire un usage prudent du Terrain, de le maintenir en bon état, et est également tenu d'entretenir des relations de bonne coexistence civique avec les autres occupants de la Propriété et de respecter les normes d'hygiène et de sécurité du travail dans les installations louées ;

c) L'accès à la salle de réunion dans l'espace commun de la Propriété dépend de sa disponibilité et son utilisation doit être effectuée sur rendez-vous préalable du LOCATAIRE ;

d) Le LOCATAIRE est tenu de respecter les mesures de sécurité déterminées par le Centre d'Affaires et/ou le BAILLEUR, notamment en ce qui concerne les procédures à adopter pour rester sur place au-delà des heures d'ouverture du BAILLEUR ;

e) Le PRENEUR est tenu de fournir au BAILLEUR l'identification de tous ses employés et collaborateurs qui, pour son compte, utilisent ou accèdent à l'Espace, ainsi que tous les équipements qu'il y installera, sous peine de non-respect de la présente. Contracter.

2. La zone doit être entretenue et conservée comme suit :

a) Le LOCATAIRE ne pourra introduire aucune modification dans la structure de la Zone, ni installer aucun équipement ou élément de décoration dans la Zone, sans l'autorisation préalable et expresse du BAILLEUR ;

b) Le BAILLEUR pourra inspecter le Terrain pour vérifier son état de conservation et ordonner toutes réparations qu'il jugera nécessaires, à condition d'en avertir le LOCATAIRE 48 (quarante-huit) heures à l'avance ;

c) Le LOCATAIRE ne pourra s'opposer à la réalisation des interventions requises pour assurer l'entretien, la conservation et la sécurité générale de la Propriété, le respect des normes de santé publique, l'installation et/ou l'entretien des services et infrastructures communs, tels que toitures, murs. , fondations, câbles, installations électriques et conduits de la Propriété, ainsi que les eaux usées, fosses septiques et canalisations, ainsi que les interventions relatives à la Zone elle-même, dont les coûts respectifs seront à la charge exclusive du BAILLEUR ;

d) Le BAILLEUR fera tous les efforts nécessaires pour ne pas perturber la jouissance du Locataire du Domaine et s'engage à respecter autant que possible la vie privée du LOCATAIRE, de ses représentants, employés et visiteurs ;

e) Le programme de réalisation des interventions décrites au paragraphe c) de ce numéro sera communiqué au moins 72 (soixante-douze) heures à l'avance, en tenant compte, dans la

mesure du possible, des intérêts du LOCATAIRE afin de ne pas nuire au l'exercice de son activité normale ;

3. Le LOCATAIRE ne pourra placer aucun type de publicité relative à son activité dans les espaces extérieurs du Domaine sans autorisation préalable du BAILLEUR.

4. Si le LOCATAIRE ne respecte pas l'une des obligations énoncées dans les paragraphes précédents et/ou l'une des obligations contenues dans le Règlement de copropriété, le BAILLEUR se réserve le droit de résilier immédiatement le présent Contrat.

5. Les biens mobiliers affectés au Domaine, tels que détaillés à l'Annexe II, sont la propriété exclusive du BAILLEUR et ne peuvent faire l'objet d'aucun privilège ou garantie de quelque nature que ce soit, d'arrestations ou de nantissements à l'encontre du LOCATAIRE, ce dernier étant tenu de indemniser le BAILLEUR de toutes pertes ou dommages qui pourraient survenir à cet égard.

6. Le BAILLEUR peut créer un Règlement Intérieur avec d'autres conditions d'utilisation et de jouissance de la Propriété et des zones louées respectives, auquel cas le LOCATAIRE doit être informé du contenu de ce Règlement.

ARTICLE CINQ

(Construction)

1. Le LOCATAIRE ne pourra pas réaliser de travaux qui, de quelque manière que ce soit, affectent la structure de la Zone et de la Propriété, ni adopter des procédures qui modifient l'état général de la Propriété ni apporter des améliorations à la Zone Louée, sans l'accord préalable de le BAILLEUR.

2. L'exécution des travaux dans la zone louée relève de la responsabilité du BAILLEUR et sera communiquée au LOCATAIRE au moins 72 (soixante-douze) heures à l'avance et, dans la mesure du possible, les intérêts du LOCATAIRE seront pris en compte. compte afin de ne pas nuire à son activité.

3. Le LOCATAIRE doit informer sans délai le BAILLEUR de tout dommage causé à la Zone dont il a ou dont il a connaissance.

ARTICLE SIXIÈME

(OBLIGATIONS DU BAILLEUR)

Les obligations du BAILLEUR sont :

- a) Livrer le Terrain loué au PRENEUR, à la date convenue, dûment équipé comme décrit à l'Annexe II du présent Contrat, aux fins pour lesquelles il est destiné, et le reprendre à son terme ;
- b) Fournir l'accès à la Zone, en fournissant au LOCATAIRE les cartes d'accès respectives à la Propriété et aux espaces communs de la Zone ;
- c) Fournir au PRENEUR et à ses visiteurs l'accès à Internet via une connexion Wi-Fi et son bon fonctionnement, pendant la durée du présent Contrat ;
- d) Assurer les services de nettoyage et assurer la fourniture des produits d'hygiène essentiels (tels que le papier toilette et le savon), ainsi que l'entretien et la surveillance de la Zone 24 heures sur 24 ;
- e) Assurer le parfait fonctionnement des conduites d'eau et d'égouts, de l'installation électrique complète, des lampes, des prises, des points lumineux et de leurs lampes respectives ainsi que le bon fonctionnement de toutes alarmes ;
- f) Payer les factures d'eau, d'énergie et d'internet relatives à la Zone ;
- g) Effectuer l'entretien et les réparations dans la Zone qui sont nécessaires pendant la durée du présent Contrat, le LOCATAIRE étant responsable d'informer le BAILLEUR de tout défaut structurel, ou dommage, ou de toute autre réparation nécessaire dans la Zone ;
- h) Permettre au LOCATAIRE d'utiliser les services d'accueil et de secrétariat, de téléphone ou d'autres services liés au service aux personnes, à la réception, à l'enregistrement et au transfert

d'appels, d'informations, de contacts et de correspondance, pendant la période fixée dans le Règlement Intérieur du Centre d'Affaires ;

- i) Assurer l'évacuation de la zone et de la propriété en cas d'urgence ;
- j) Payer les charges de copropriété, ainsi que toutes contributions supplémentaires qui pourraient être décidées par la Copropriété ;
- k) Assurer, pour le LOCATAIRE, la jouissance paisible du Domaine, dans la limite des fins auxquelles il est destiné ;
- l) Se conformer aux autres obligations convenues dans le présent Accord et à celles établies par la réglementation et toute autre législation applicable.

ARTICLE SEPTIÈME

(OBLIGATIONS DU LOCATAIRE)

Les obligations du LOCATAIRE sont :

- a) Payer le loyer à temps, selon les modalités énoncées dans le présent Contrat ;
- b) Maintenir la Zone en bon état et en fonctionnement et l'utiliser aux fins établies dans le présent Accord, en respectant strictement les conditions d'utilisation prévues à la Clause Quatre du présent Accord ;
- c) Respecter l'heure de fermeture de la propriété, telle que définie à la clause quatre du présent accord ;
- d) Être responsable de tous les dommages ou pertes causés dans la Zone, du fait de votre faute ou de celle de tiers qui sont vos visiteurs ;
- e) Livrer, à l'expiration de la durée du présent Contrat, la Zone, en bon état, à l'exception des détériorations résultant d'une utilisation normale ; C'est
- f) Se conformer aux autres obligations établies dans le présent Accord et dans la loi.

HUITIÈME ARTICLE

(Force majeure)

1. Le non-respect ou le retard dans l'exécution d'une obligation établie dans le présent Accord ne constitue pas une violation de celui-ci et sera considéré comme justifié, si et dans la mesure où cela est dû à un cas de force majeure.

2. Aux fins du présent Contrat, est considéré comme force majeure tout événement inattendu et/ou inévitable dont les effets se produisent sans l'intention ou la volonté des Parties.

3. La force majeure constitue tout événement survenant après la signature du présent Contrat et indépendant de la volonté des Parties, rendant impossible ou impraticable tout ou partie des obligations contractuelles, à savoir :

a) Actes de guerre ou de subversion, d'hostilité ou d'évasion, émeutes, rébellions, émeutes, terrorisme, piraterie, entre autres ;

b) Épidémies, rayonnements atomiques ;

c) Graves inondations, cyclones et tremblements de terre ; C'est

d) Autres catastrophes naturelles qui affectent directement les obligations établies dans le présent Contrat.

4. La Partie touchée par un cas de force majeure s'engage à informer immédiatement l'autre Partie de la survenance de ce fait, ainsi qu'à lui indiquer la durée prévisible de la situation de force majeure et, le cas échéant, les mesures qu'elle a mises en œuvre. pratique afin de supprimer ou d'atténuer l'impact dudit événement sur l'exécution des obligations légales ou contractuelles auxquelles elle est tenue.

5. Le délai d'exécution de toute obligation affectée par un cas de force majeure est suspendu pendant la durée de la survenance dudit événement et est prolongé pour une durée égale à la durée de l'événement.

6. S'il est impossible de respecter le présent Contrat, pour des raisons de force majeure, les Parties peuvent, d'un commun accord et par écrit, le résilier.

7. La résiliation du présent Contrat, aux termes des paragraphes précédents, n'exonère aucune des Parties des obligations respectives qui étaient dues avant la survenance du cas de force majeure et/ou de celles qui pourraient être dues jusqu'à la date de la résiliation effective du présent Contrat

ARTICLE NEUF

(Résiliation de contrat)

1. Le LOCATEUR peut résilier le présent Contrat conformément à la législation applicable, lorsque le LOCATAIRE a commis de manière répétée et par négligence les actes suivants :

- a) Utilisation de la Zone à des fins autres que celles établies dans le présent Accord ;
- b) Les retards dans le paiement ponctuel du loyer pour une période ininterrompue ou interpolée de plus de 30 (trente) jours ; ou
- c) Violation d'autres obligations contractuelles.

2. Le LOCATAIRE peut également résilier le présent Contrat, conformément à la législation applicable, lorsque le LOCATEUR viole de manière répétée et par négligence les obligations découlant du présent Contrat.

3. Le présent Accord peut également être résilié par l'une ou l'autre des parties, en cas de force majeure, selon les termes de la Clause Huit.

4. La résolution prévue dans la présente clause n'exonère pas le LOCATAIRE ou le BAILLEUR de la responsabilité pour les dommages causés du fait de tout non-respect total ou partiel de leurs obligations contractuelles respectives.

ARTICLE DIX

(Changements)

Toute modification du présent Accord ne sera valable que si elle est contenue dans un document écrit signé par les deux Parties.

ARTICLE ONZIÈME

(Frais du contrat)

Les frais découlant de la formalisation ou du renouvellement du présent Contrat, y compris son scellement, seront à la charge du BAILLEUR.

ARTICLE DOUZIÈME

(Coopération et bonne foi)

Les Parties s'engagent à respecter le présent Contrat dans un esprit de coopération et de bonne foi, à obtenir les autorisations indispensables à la parfaite exécution du présent Contrat et à résoudre à l'amiable tous doutes ou litiges nés de son interprétation, de son exécution et de sa résolution.

ARTICLE TREIZIÈME

(Loi applicable et juridiction)

1. Le présent accord est régi par la loi mozambicaine.
2. Les doutes et les conflits découlant de l'interprétation, de l'exécution et de la résolution du présent Accord doivent, en premier lieu, être résolus à l'amiable et d'un commun accord.
3. S'il n'est pas possible de parvenir à un consensus, la partie lésée peut soumettre le litige au Tribunal Judiciaire de la Ville de Maputo, avec renonciation expresse à tout autre.

ARTICLE QUATORZIÈME

(Communication)

Aux fins du présent Accord, toutes les notifications, demandes, plaintes et autres communications doivent être faites par écrit et entreront en vigueur à la date de réception, par les personnes et/ou moyens suivants :

[Ouvrir dans Google Traduction*](#)
[Commentaires](#)

Pelo LOCADOR	Pelo LOCATÁRIO
Att: Crystelle COURY Tel: (+258) 841 80 11 25 Email: crystelle.coury@cciframoz.fr	Att: Joaquim PEREIRA Tel: (+258) 827190982 / 840161602 Email: joaquimpereira@jpadvogados.com

ARTICLE QUINZIEME

Accord intégral

Le présent contrat reproduit la totalité des accords existant entre les parties relativement à leur objectif et prévaut sur tout autre document de correspondance, d'ententes ou d'accords antérieurs, oraux ou écrits et ne pourra être modifié que par un document écrit signé mutuellement par les deux parties.

Fait à Maputo,2024, en deux exemplaires, un à remis à chaque partie, lesquels une fois signés, feront foi égale pour tout jugement.

Pour le locataire	Pour le locataire
<hr/>	<hr/>

Benedito Matchole Cossa (Secrétaire General)	Sr. Ben Issa Ousseni (President)
<hr/> Tomás Araújo Chale (Director Financeiro)	

ANNEXE I

Planta da Área Arrendada

[illegible]



ANEXO III
Regulamento do Condomínio